

CIBLE

Greenspan

Vendredi 11 janvier : Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, fait un discours pessimiste.

Mercredi 16 janvier : le Livre beige publié par la Réserve fédérale confirme que le rythme et la force de la reprise « demeurent incertains ».

Jeudi 24 janvier : Alan Greenspan discerne des « signes » montrant que « l'activité est en train de se raffermir » tout en relevant des incertitudes. Wall Street remonte, le dollar aussi. La presse parisienne fait écho à l'optimisme, oubliant les prudenances. Comme si une tendance fortement récessionniste, soulignée par l'accumulation des mauvaises nouvelles économiques et financières, pouvait se retourner en quelques jours !

A quel jeu joue-t-on ? S'agit-il de soutenir le cours des actions ? De faire un coup sur le dollar ? De parier entre amis ? Toutes les interprétations sont possibles puisque ces déclarations nuancées jusqu'à l'insignifiance se contredisent d'une semaine à l'autre.

Le monde est suspendu aux propos d'un homme qui descend de la Pythie et du Sphinx. Ce n'est pas un progrès.

MAROC

L'avenir d'un royaume

Idées

**Pierre
Bourdieu**

p. 9

Proche-Orient

**Montée
des périls**

p. 5

Vous avez dit délit ?

Toutes chaînes confondues, l'information télévisée ne s'intéresse qu'à deux types de délits, la pédophilie et les violences urbaines, alors que d'autres formes de délinquance mériteraient, aux heures de grande écoute, reportages et enquêtes approfondies.

Jour après jour, depuis des mois, on nous informe que la sécurité va être un des principaux thèmes de la campagne électorale. Et pour mieux informer « les gens » sur cette information, on leur présente des tas de reportages inquiétants sur la violence croissante dans les zones urbaines, avec des statistiques accablantes à l'appui.

Comme les candidats sont eux aussi informés de l'information relative au caractère primordial du thème sécuritaire, ils multiplient les déclarations qui alimentent les informations. Preuve est faite que la sécurité sera au cœur de la campagne. C'est le côté tautologique de la communication, auxquelles s'ajoutent les illusions produites par les chiffres publiés : une campagne de sensibilisation sur la pédophilie augmente la dénonciation de ces actes et par conséquent le nombre des délits constatés.

Concrètement, l'agitation politico-médiatique ne sert à rien comme le prouvent les attaques en voiture bélier menées en janvier au cœur de la capitale - qui vit pourtant, comme tout le pays, à l'heure du plan Vigipirate renforcé.

Mais il serait vain d'espérer, avant la fin de la campagne électorale, autre chose que l'alternance des déclarations consternées et de promesses sans suite. Vingt-sept ans après le début des grandes campagnes sur la sécurité (lancées par Michel Poniatowski en 1975) on constate une augmentation réelle de la violence urbaine et on s'est aperçu qu'il n'y avait même pas un gilet pare-balle par policier !

Il faut cependant continuer à militer pour que toutes les formes de délinquance soient analysées et dénoncées. Prenons à titre d'exemple la semaine du 14 au 20 janvier, pendant laquelle se manifestent

trois types d'activités délictueuses :

1°/ Les vols, agressions et incendies de voitures amplement présentés et dénoncés par les médias qui appellent la police et la justice à durcir la répression au nom de la « tolérance zéro ».

2°/ De violentes manifestations paysannes, le 16 janvier. A Béziers, cinq mille viticulteurs affrontent mille policiers et une société de négoce est mise à sac. Dans l'Ouest, le même jour, des agriculteurs qui protestent contre le plan Glavany d'aide aux éleveurs occupent les voies ferrées, et un train d'essai qui roulait à 150 km/h percute une chenille posée sur les rails. Par miracle, aucun employé n'est blessé. Le PDG de la SNCF proteste et porte plainte contre X. Mais les médias traitent rapidement ces informations et nul ne songe à fustiger cette délinquance collective et ces actes de sabotage.

On peut comprendre que la politique pénale en la matière vise à éviter l'enclenchement d'un cycle violent, mais un jeune de banlieue qui est mis en prison pour jet de pierres a du mal à admettre que les auteurs de violences en réunion, d'incendies volontaires et de destruction de matériel ne soient même pas déferés devant un juge. De la tolérance zéro, on est passé à la tolérance 98 %.

3°/ La mise en examen, le 14 janvier, de Daniel Bouton, président de la Société générale pour « blanchiment aggravé ». Sans attendre, Edouard Balladur met en garde les juges contre le « retentissement » de leurs décisions et Laurent Fabius s'empresse de déclarer que Daniel Bouton est un « honnête homme » et qu'il faut (comme le demande le patronat) clarifier la loi - autrement dit l'aménager de telle manière que les banquiers ne soient plus inquiétés. De la tolérance zéro appliquée aux petits voyous, on passe donc à des menaces contre les juges et à la proclamation d'une amnistie morale avant même qu'un jugement soit prononcé.

Conclusion ? La petite délinquance ne provient pas seulement de l'éclatement de la famille, du chômage et de la misère, mais du mauvais exemple donné par les délinquants de haut vol qui s'estiment plus que jamais au-dessus de la loi et du juge - « bouche de la loi ».

Annette DELRANCK

Un échec attendu

Comme prévu, le Conseil Constitutionnel a censuré le projet de loi sur la Corse sur la procédure d'adaptation législative et émis des réserves sur l'enseignement linguistique. Quoi qu'en disent ses artisans, c'est l'ensemble du processus de Matignon qui se trouve mis en question.

Pour la Corse comme pour tant d'autres « dossiers » traités par Lionel Jospin et ses ministres, on a confondu la manœuvre politicienne et les principes fondamentaux du droit, ceux-ci étaient négociés et manipulés comme les motions d'un congrès radical de la basse époque.

C'est ainsi que le gouvernement avait fait adopter une disposition permettant à l'Assemblée de Corse de modifier ou d'adapter des dispositions réglementaires (les décrets) mais aussi les dispositions de nature législative.

Le Conseil Constitutionnel a jugé que l'adaptation des textes réglementaires était possible, en vertu de l'article 72 de la Constitution qui dispose que « Les collectivités territoriales de la République... s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi ». Mais il était inévitable qu'il déclare contraire à la Constitution la procédure d'adaptation des lois. Celle-ci contredit en effet le principe de la souveraineté nationale (elle « appartient au peuple » et « aucune section du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice ») et l'article 34 aux termes duquel « la loi est votée par le Parlement ».

Par ailleurs, les juges du Palais-Royal ont accepté les dispositions sur l'enseignement de la langue corse, sous les

réserves expresses qu'il n'y aura pas atteinte au principe d'égalité et que cet enseignement n'aura pas de caractère obligatoire, ni pour les élèves, ni pour les enseignants - puisque « la langue de la République est le français ».

Comment le directeur de cabinet du Premier ministre, Olivier Schrameck, Conseiller d'État et ancien secrétaire général du Conseil Constitutionnel, a-t-il pu croire un instant que l'article 1^{er} de la loi pourrait échapper à la censure ? A-t-il tenté un « coup » juridique comme s'il était à une table de poker ? Ou bien les messieurs de Matignon ont-ils cherché, selon leur détestable habitude, à gagner du temps en démontrant une bonne volonté dont ils connaissent les limites constitutionnelles ?

Dans les deux cas, le calcul est stupide et malfaisant. Ceux qui ont le souci de l'unité nationale sont amers lorsqu'ils considèrent le temps passé et perdu en manœuvres et manipulations. Et les amis de M. Talamoni ont de bonnes raisons de s'estimer floués. Mais le Premier ministre s'en moque. Il fait dire par son entourage qu'il est « serein » - alors que la violence augmente en Corse. Quant à l'hypocrisie et au cynisme, Lionel Jospin n'a rien à envier à son rival élyséen.

Yves LANDEVENEC

Avec Giscard, c'est Fini

Député, président de conseil général, inspecteur des finances à la retraite, employé d'un cabinet privé, un aristocrate de pacotille avait demandé à Bruxelles une forte rémunération pour prix de ses vaticinations arrogantes.

Nommé président de la Convention européenne chargée de proposer une réforme des institutions de l'Union européenne, Valéry Giscard d'Estaing a eu pour premier souci de négocier son salaire. Le pauvre homme, qui tire le diable par la queue au point de travailler depuis peu pour le compte d'une agence de notation internationale, a demandé que 151 000 FF lui soient versés chaque mois pour prix de ses services, et qu'une rémunération de 137 700 FF soit attribuée à chacun des deux vice-présidents de la Convention.

Compte tenu des notes de palace et des frais de déplacement, le trio aurait coûté plus de 9 millions de francs par an. En ajoutant les frais de personnel administratif, le budget de la Convention se serait donc monté à environ 2,2 milliards de francs par an. Avec malice, nos partenaires allemands se sont empressés de remarquer que l'ancien président de la République allemande, Roman Herzog, avait refusé toute indemnité pour présider la convention chargée de rédiger la « charte des droits fondamentaux ». Aussi les ambassadeurs des Quinze ont-ils décidé, le 24 janvier, qu'aucun salaire ne serait versé à l'ancien président français. Celui-ci a néanmoins obtenu une indemnité journalière de 6 500 F environ.

Restera le souvenir de la voracité giscardienne, qui porte atteinte à la réputation internationale de la France et qui marque d'un signe noir le lancement la réforme de l'Union européenne.

Et ce n'est pas tout ! Silvio Berlusconi a désigné l'ex-fasciste Gianfranco Fini (1), vice-président du Conseil, comme représentant du gouvernement italien auprès de la Convention européenne. Ceux qui ont mené une campagne acharnée comme Jorge Haider et le gouvernement autrichien vont certainement descendre dans la rue pour déployer leurs bannières antifascistes et réclamer une clarification de nos relations avec le plus que douteux Silvio Berlusconi. Nous les y attendons.

Descendu à Rome, le faux aristocrate français (2) y faisait voici peu des grâces à l'ex-fasciste. Que cette fin d'époque est laide.

Jacques BLANGY

(1) Un communiste de l'Est devenu socialiste est toujours qualifié d'ex-communiste. Il n'y a pas de raison qu'on ne rappelle pas le passé d'un ancien chef du parti fasciste italien (MSI) qui affirmait que « Mussolini a été le plus grand homme d'État du XX^e siècle ».

(2) « Giscard... Il faudrait tout de même que je lui donne un titre » disait en riant le défunt comte de Paris.

royaliste
B-MENSUE, DIRECTEUR POLITIQUE BERTHOLD MOUQUET

SOMMAIRE : p.2 : Vous avez dit délit ? - p.3 : Un échec attendu - Avec Giscard, c'est Fini - p.4 : Le patronat entre en campagne - La crise de confiance - p.5 : Montée des périls - p.6/7 : L'avenir du royaume - p.8 : Desanti - Erreur sur le concept - p.9 : A propos de Pierre Bourdieu - p.10 : L'écrivain affranchi - Quand l'ordinaire n'existait plus - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'eau tiède et la cendre

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le patronat entre en campagne

Il n'y a rien de bien surprenant dans les neuf résolutions adoptées à Lyon le 15 décembre dernier par le Medef (Mouvement des Entreprises de France, ex-CNPF) réuni en congrès extraordinaire.

Neuf résolutions qui s'inscrivent dans le droit fil de la stratégie patronale de ces dernières années.

Neuf résolutions qui vont du réaménagement de la loi Aubry sur la réduction du temps de travail, à la réforme de l'État, des retraites et de la Sécurité sociale, en passant par la baisse des impôts, la refonte du système de formation professionnelle, l'installation d'un partenariat entre les entreprises et les pouvoirs publics, la création d'un nouveau cadre législatif et constitutionnel pour refonder le dialogue social et la nécessité de remettre l'entreprise au cœur de la société.

Neuf résolutions qui risquent, si elles sont un jour mises en œuvre, de faire descendre les Français dans la rue. Pour moins que cela, Alain Juppé était parvenu à paralyser le pays pendant près d'un mois, fin 1995.

Neuf résolutions qui appellent au moins deux commentaires. La démarche du Medef répond à une logique qui consiste à dicter sa loi aux politiques. D'où sa volonté de s'immiscer dans le débat électoral et d'obliger les candidats à se positionner par rapport à ses propositions. Il ôte ainsi, le temps d'une élection, sa casquette de gestionnaire d'un paritarisme moribond - par sa propre faute -, pour coiffer sa casquette de groupe de pression, de manière à pouvoir, une fois nommé le

nouveau gouvernement et élu un nouveau parlement, refonder le paritarisme sur des bases nouvelles plus à sa convenance. Gageons qu'il saura, lui, rappeler au nouveau président ses promesses électorales.

Lionel Jospin a beau jeu aujourd'hui, de faire remarquer l'étrange similitude entre les programmes du Medef et de la droite (argumentaire relayé par *Le Monde* et *Libération* dès le 15 janvier...). C'est quand même au Premier ministre et à son étrange conception du dialogue social que l'on doit d'en être arrivé à cette situation. Il n'aurait pas, par son entêtement, provoqué la crise au sein du CNPF et le départ du débonnaire Jean Gandois en 1997, nous n'aurions pas, aujourd'hui, à subir un patronat idéologue, dirigé par un duo de choc (Ernest-Antoine Seillière et Denis Kessler). Enfin, sans vouloir dédouaner le Président de la République et la droite de leurs responsabilités et absoudre Jacques Chirac de sa trahison, le bilan du gouvernement Jospin - si l'on se place du point de vue du patronat - est loin d'être négatif : c'est celui qui a le plus privatisé, celui qui a ouvert la brèche de la flexibilité dans les entreprises et celui qui s'apprête à livrer le service public au tout marché. Seillière-Jospin-Chirac, même combat.

Nicolas PALUMBO

La crise de confiance

Qu'il soit industriel ou financier, le capitalisme ne vit pas seulement au rythme des faillites et banqueroutes. Violentement contesté par les populations appauvries par l'ultra-libéralisme, il est en train de perdre confiance en lui-même.

Alors ministre des Finances, Dominique Strauss-Kahn affirmait en octobre 1999 que la crise était finie (1). Nous vivions alors une rémission, artificiellement entretenue par la « nouvelle économie » dont le concept avait été vendu sur le marché par le toujours même DSK...

L'homme qui revient aujourd'hui sur le devant de la scène, curieusement blanchi, trouve un paysage économique bouleversé. Récession au Japon et aux États-Unis, croissance zéro de la zone euro, faillite des groupes américain Enron et Kmart, pertes abyssales de Ford, banqueroute de l'Argentine qui a basculé dans le chaos... L'ultra-libéralisme que continue de promouvoir l'ambitieux conseiller de Lionel Jospin fait partout sentir ses effets néfastes et suscite une contestation multiforme qui vient de s'exprimer, de manière ambiguë, à Porto Alegre.

A quoi bon résumer à gros traits ce que nul n'ignore ?

Pour mieux faire ressortir ce qu'il y a de neuf dans la crise du capitalisme : l'effondrement de son propre système de références.

C'est la faillite d'Enron qui a servi de révélateur : on a découvert que le cabinet d'audit Andersen (cinquième rang mondial) avait procédé à des destructions massives de documents concernant les activités du groupe qu'il était chargé de contrôler. Immense scandale, qui ne fait que commencer, et qui réveille le souvenir de bien d'autres affaires. Ce n'est pas la

première fois qu'Arthur Andersen est impliqué dans une sale affaire (le cabinet a été lourdement condamné en 1998 dans l'affaire DeLorean, et en juin 2001 dans l'affaire Waste Management) et tous les autres cabinets d'audit ont été impliqués dans divers scandales au cours de ces dernières années - notamment PricewaterhouseCoopers, numéro un mondial.

Au cours de ces derniers mois, on s'est aperçu que les analystes de marchés et autres « gourous » de la Bourse n'étaient pas des observateurs indépendants mais, figurez-vous, des personnages travaillant pour des groupes d'intérêts et pour le gonflement de leur propre portefeuille. Le scandale qui frappe les banques française (Société générale, BRED...) n'est pas fait pour arranger les choses : un établissement de crédit repose, par définition, sur la confiance. D'où une angoisse que reflète ces temps-ci la presse financière et qui renvoie à une vieille question en abîme : qui contrôlera les contrôleurs, qui surveillera les contrôleurs des contrôleurs ?

Le libéralisme, qui suppose l'autorégulation, n'apporte pas la moindre réponse. Il faudra donc en revenir au contrôle exercé par l'État, et à la nationalisation-sanction lorsque les fautes d'un géant industriel ou les filouteries d'un organisme financier affaiblissent l'économie nationale.

Sylvie FERNOY

(1) Déclarations à *La Croix*, 25 octobre 1999.

Montée des périls

Le conflit israélo-palestinien perturbe la société française. La classe politique en campagne électorale n'est pas équipée pour faire face aux remous à l'intérieur tandis qu'elle est paralysée à l'extérieur.

Le cycle infernal de la violence en Israël et dans les territoires palestiniens, sur fond de lutte mondiale contre le terrorisme islamiste, pose des problèmes de cohérence à tous ceux qui n'ont pas à choisir un camp. Il y a en effet toujours le camp de ceux qui voient partout un complot juif, même et y compris dans les attentats du 11 septembre à New York. Le *Protocole des Sages de Sion* continue imperturbablement sa carrière. Il y a ceux, par contre, qui ont bien compris avec le Premier ministre israélien tout le parti à prendre de l'amalgame entre Ben Laden, Arafat, Saddam Hussein et Téhéran. Al Qaida et Hamas, même combat. Ces deux camps ont leurs représentants en France. Mais pour l'immense majorité des Français, et même des Européens - ce qui n'a pas toujours été le cas -, la sympathie va aux victimes quel que soit leur camp : Américains de Manhattan et des avions du 11 septembre, Afghans, Palestiniens, Israéliens, Arabes, Juifs autant que Chrétiens. Chaque mort de ces tragiques événements qui rivalisent en sang et en larmes, chaque jour depuis des mois, leur est intolérable. Ils ne choisissent pas. Ils refusent de choisir.

En même temps, cet universalisme du cœur et des valeurs ne les équipe guère pour définir une politique dans la mesure où toute politique est choix. Le pire serait évidemment de ne pas avoir de politique du tout, d'hésiter entre les deux choix, soit de ne pas soutenir Israël

envers et contre tout parce que l'on craindrait que les banlieues ne brûlent, soit de ne pas défendre les droits des Palestiniens parce que l'on ne voudrait pas paraître « antisémite » ou « judéophobe ». Le résultat pourtant est le même : notre diplomatie est pratiquement paralysée. On l'a vu à la Noël. Nous avons laissé échapper la dernière chance sans doute de faire passer un message fort à Sharon. Nous n'avons rien fait pour défendre notre rôle de protecteur des Lieux Saints. Par notre inaction, nous avons littéralement donné le feu vert à l'encerclement d'Arafat à Ramallah en attendant son arrestation et sa déportation. Nous avons agi différemment à Beyrouth en 1982 face au même Sharon sur le point de se saisir du même Arafat.

Mais ce qui est pire encore pour notre pays : notre classe politique est elle-même paralysée pour faire face aux menaces sur le corps social français. Nous avons une situation à l'intérieur où deux camps tétanisent notre diplomatie et que faisons-nous pour en sortir ? Profil le plus bas possible en attendant les élections, démagogie communautariste là où un vote « juif » peut encore déterminer un siège de député, fuite en avant dans les relations avec les organisations islamiques en France. On a prétendu un moment que le climat de tension internationale, la détermination américaine et le consensus anti-terroriste favoriseraient le président actuel dans un contexte d'unité et de légitimité retrouvées. On s'aperçoit

aujourd'hui qu'en réalité ils mettent à vif des problèmes de société demeurés longtemps sous-jacents et manifestent le vide politique au sein de nos institutions.

La nature n'aime pas le vide : si nous voulons voir des vice-ministres israéliens intervenir dans notre débat national et encourager l'émigration des juifs de France vers les colonies de peuplement grâce aux primes réservées aux minorités persécutées dans leur pays d'origine, si nous voulons voir d'autres vice-ministres, algérien, turc ou saoudien, intervenir de même dans le débat national et poursuivre l'orientation islamique de leur immigration en France à travers mosquées et élus de leur obéissance, continuons de faire l'autruche.

Alors que nous avons la chance historique de préparer pour demain un islam de France, comme il y a encore un judaïsme français, comme il y a eu dans le passé une école française de spiritualité au sein de l'Église catholique, bref comme il y a une civilisation française qui en son temps a fait l'Europe, comme le rappelle Marc Fumaroli pour le Grand siècle (1), mais aussi plus récemment a inspiré la construction de l'Union européenne, et au-delà rayonne à travers le monde, ne serions-nous plus à la hauteur de notre message universel ? L'intérieur emporte l'extérieur. Mais c'est l'affirmation d'une politique digne de ce nom au-dehors qui, avec des mesures appropriées de politique intérieure, décidera de la paix du dedans.

Yves LA MARCK

(1) Marc Fumaroli, *Quand l'Europe parlait français*, de Fallois, 2001 - prix franco : 24 € (157 F).

♦ **BULGARIE (1)** - Attendu à Strasbourg, le 24 janvier, au Conseil de l'Europe devant lequel il devait prendre la parole, le roi Siméon n'a pu s'y rendre, son avion n'ayant pu décoller en raison du brouillard. L'invitation qui lui avait été faite a été renouvelée pour la prochaine session au mois d'avril.

♦ **BULGARIE (2)** - Le Mouvement national Siméon II, qui n'est pour l'instant qu'une coalition électorale ayant remporté les élections en juin dernier et envoyé 120 députés à la Chambre, a l'intention de se transformer en parti politique. Cette décision a déclenché beaucoup de remous tant auprès d'un certain nombre de députés opposés à ce projet que auprès d'autres qui contestent la personnalité de M. Plamen Parnatov, président du groupe parlementaire.

♦ **AFGHANISTAN** - Le plus jeune fils du roi, le prince Mirwais, âgé de 44 ans, a confirmé que son père le roi Zahir Chah retournerait en Afghanistan à la mi-mars et qu'il serait présent à Kaboul pour le Nouvel An afghan (le 21 mars). C'est sans doute le Premier ministre Hamid Karzai qui viendra en personne chercher le roi à Rome. Le prince Mirwais accompagnera son père ainsi qu'un membre du gouvernement italien, la secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Mme Margherita Bonner. Le roi Zahir Chah doit présider la Loya Jirga, prévue par les accords de Bonn, qui, au printemps, devra désigner le gouvernement transitoire chargé pour deux ans d'administrer le pays.

♦ **ITALIE** - Fin janvier en audience publique, la Cour de justice européenne devait à nouveau rendre une décision défavorable au gouvernement italien dans le conflit qui l'oppose au prince Victor Emmanuel qui réclame l'abrogation des dispositions constitutionnelles qui lui interdisent, ainsi qu'à sa famille, de rentrer en Italie. Pour éviter cette nouvelle condamnation, le gouvernement, par la bouche du sous-secrétaire à la présidence du Conseil, Gianni Letta, s'est engagé à faire examiner, par le Parlement, dans les prochains jours un projet de révision constitutionnelle. Cette promesse s'ajoutant à toutes celles qui lui avaient été faites dans le passé, le prince Victor Emmanuel attend de voir un début de réalisation avant que de trop se réjouir.

♦ **KOWEÏT** - L'émir, le cheikh Jaber al-Ahmad-al-Sabah (âgé de 73 ans) a regagné son pays après quatre mois d'hospitalisation à Londres où il avait été transporté au mois d'octobre à la suite d'une hémorragie cérébrale. Encore affaibli, l'émir a été acclamé par une foule considérable visiblement rassurée par son retour aux affaires. Il est vrai que sa succession ne sera pas évidente puisque le prince héritier Saad al-Abdallah-al-Sabah, âgé de 71 ans, est d'une santé très fragile.

L'avènement du roi Mohammed VI a été regardé comme la promesse d'un renouveau de la vie politique marocaine.

Qu'en est-il après les deux premières années de règne ? Des critiques se font jour, des énigmes demeurent. C'est que le Maroc est un pays difficile à connaître, où se tissent des relations complexes entre la tradition et la modernité.

Bernard Cubertaftond, qui a vécu plusieurs années au Maroc, est un fin connaisseur du royaume chérifien. Professeur de droit constitutionnel à Paris VIII, il collabore à l'Institut Maghreb Europe. En toute liberté, il éclaire le présent et l'avenir de cette monarchie apparemment familière.

● **Royaliste : Que pensez-vous des premiers actes du nouveau souverain ?**

Bernard Cubertaftond : Nous sommes actuellement placés devant plusieurs énigmes.

Il y a l'énigme de la monarchie. Est-elle bien enracinée ? Mais surtout, de quel type de monarchie s'agit-il ? Autrement dit, le Roi gouverne-t-il lui-même, ou assure-t-il une fonction symbolique ? Beaucoup voudraient que Mohammed VI ressemble à Juan Carlos. Tel n'est pas le cas.

Le deuxième énigme concerne la personnalité de Mohammed VI. Beaucoup se demandent s'il est capable de gouverner - question importante puisque, par définition, il est là pour très longtemps !

Les premiers actes du roi sont en effet curieux et contradictoires. Il faut déjà distinguer une première période, « rose » : le tout nouveau est tout beau, surtout par rapport à Hassan II, qui apparaît comme le méchant roi, responsable de tous les maux dont est accablé son pays. Mohammed VI prend des mesures fortement symboliques, comme le retour d'Abraham Serfaty, l'indemnisation des anciens prisonniers de Tazmamart, et le limogeage du ministre de l'Intérieur, Driss Basri, qui passait pour l'âme damnée du défunt roi. Par ailleurs, ce roi jeune est souvent présenté comme « le roi des pauvres » parce qu'il a

un bon contact avec la population.

La première impression est donc très favorable, mais il y a aussi beaucoup de malentendus. Par la suite, on s'est aperçu que le nouveau roi voulait gouverner et que, moins proche des pauvres qu'on ne l'avait dit, il reprenait les itinéraires luxueux de son père. On lui reproche d'être capricieux et de ne pas assez travailler. Réapparaît donc la figure du père, cette fois de manière positive, au point que le souvenir de la personnalité d'Hassan II paraît plus fort que l'image, assez terne, de son fils.

Mais ce sont là des visions subjectives, nourries de rumeurs qui alimentent les sentiments variables de l'opinion marocaine et les critiques de certains journalistes parisiens. J'ai voulu, quant à moi, montrer comment se déroule la vie politique au Maroc.

● **Royaliste : A vous lire, le Maroc fait partie de l'Orient compliqué que le général de Gaulle évoquait sous d'autres cieux...**

Bernard Cubertaftond : Il me semble que le Maroc est organisé sur le mode du « futur antérieur » comme dit Abdallah Laroui, qui est un excellent historien. Cela signifie qu'il y a des éléments du passé qui sont reproduits et réactivés sans cesse. Même le Maroc le plus moderne est obligé d'emprunter des élé-

ments au passé. Si bien qu'il y a un mixte de tradition et de modernité que j'ai essayé d'expliquer dans mon livre.

● **Royaliste : Vous distinguez entre des fondements modernisés et le régime constitutionnel.**

Bernard Cubertaftond : Quant aux fondements, trois problèmes se posent : l'allégeance, le Makhzen et la légitimité.

L'allégeance (*bay'a*) est une grande cérémonie au cours de laquelle tous les fonctionnaires et tous les notables du royaume font allégeance en s'inclinant devant le roi, qui est à cheval. Cette allégeance se renouvelle par le baise-main du haut personnage qui rencontre le roi. Il s'agit manifestement d'un rituel de soumission à l'autorité, qui pouvait se transformer en quasi-accolade lorsque, par exemple, Hassan II rencontrait un chef de parti à rallier.

L'allégeance va de soi pour les hauts fonctionnaires : cela ressemble à la cérémonie des vœux à l'Élysée. Mais elle pose des problèmes pour d'autres catégories sociales et pour certaines régions : toute la question est de savoir si Mohammed VI sera capable d'intégrer ces ensembles humains et géographiques. Je pense d'abord aux islamistes, qui se répartissent en deux groupes : l'un des deux, le Parti de la Justice et du Développement, a été intégré

dans l'arc politique marocain à l'instigation du Palais et il dispose de douze élus à la Chambre des Représentants. L'autre groupe est dirigé par le Cheikh Yassine, un inspecteur de l'enseignement retraité, bilingue, fort cultivé. Il revendique une sorte de légitimité religieuse au nom de laquelle il s'opposait à Hassan II. Assigné à résidence par ce dernier, il a été élargi par son fils mais il continue de poser problème car il est très influent à l'université et mène dans tout le pays une action sociale qui entretient sa popularité.

Le deuxième problème est celui de l'allégeance du Sahara occidental. Le troisième problème, ce sont les déshérités, car la pauvreté entretient l'islamisme. Le roi a engagé une action caritative par le biais d'une fondation, mais il n'est pas sûr qu'elle soit suffisante. Il faudrait un service social financé par l'impôt, ce qui suppose que l'on taxe sérieusement la grande bourgeoisie. Veut-on mener cette politique ? Si le roi agit de façon insatisfaisante, il s'expose à être remplacé dans cinq ou dix ans par un autre roi.

● **Royaliste : Autre problème, celui du Makhzen...**

Bernard Cubertaftond : Tout le monde au Maroc parle du Makhzen. En arabe, cela veut dire magasin. A l'origine, le Makhzen était sans doute

l'entrepôt dans lequel le pouvoir royal stockait des vivres après la razzia - une sorte de trésor de guerre. Par extension, le Makhzen est le synonyme d'un pouvoir royal qui serait partout immanent, qui dirige tout ou qui pourrait tout diriger. Il y a des « familles Makhzen », proches du palais royal. Mais, dans les mauvaises périodes, c'est aussi le pouvoir du bâton, le pouvoir arbitraire, punitif, prédateur, du ministre de l'Intérieur, des gouverneurs et du caïd local. La dernière manifestation spectaculaire de ce pouvoir punitif et exploiteur, c'est la construction de la grande mosquée de Casablanca, qui a été financée par un véritable racket des populations.

Mohammed VI n'a pas l'intention de supprimer le Makhzen : quatre de ses principaux ministres sont « Makhzen », dont le nouveau ministre de l'Intérieur qui n'est pas un policier mais plutôt un technocrate humaniste. Le roi va-t-il transformer le Makhzen punisseur en Makhzen bienfaiteur ? C'est ce qu'il tente de faire.

● **Royaliste : Comment se pose aujourd'hui la question de la légitimité ?**

Bernard Cubertaftond : Prenons ses principaux aspects. Quant à l'aspect traditionnel, il faudrait que Mohammed VI s'inscrive dans la grande tradition historique du Maroc, celle de Hassan I^{er}, de Moham-

med V et aussi de Hassan II qui a agi brutalement à l'intérieur mais qui a donné à son pays une forte position internationale et qui a sans doute réussi au Sahara occidental. Encore faut-il que cette réussite soit confirmée : un référendum est prévu mais il n'est toujours pas fait et on s'achemine vers une solution de « large autonomie » du Sahara occidental dans le cadre marocain.

Quant à l'aspect charismatique, Mohammed VI doit encore démontrer qu'il a autant de charisme que son père.

Quant à l'aspect religieux, le roi est comme vous le savez « Commandeur des Croyants », mais s'agit-il d'un véritable chef religieux (ce que les islamistes contestent) ou d'un prince des croyants qui n'aurait pas de pouvoirs effectifs ? Mohammed VI veut bien entendu conserver son autorité religieuse, mais celle-ci est difficile à exercer.

● **Royaliste : A côté du système traditionnel que vous venez de décrire, il y a un gouvernement constitutionnel moderne. Qu'en pensez-vous ?**

Bernard Cubertaftond : Le régime politique marocain est juridiquement défini comme une « monarchie constitutionnelle » mais il ne me semble pas que cette définition corresponde à une réalité. Dans une monarchie constitutionnelle -

par exemple la Grande Bretagne - le roi est le symbole de l'unité nationale, mais il ne gouverne pas ; le gouvernement est l'affaire des partis, désignés à l'exercice des responsabilités par les électeurs. Or, dans le cas marocain, c'est le roi qui gouverne lui-même, ou du moins qui est censé gouverner car on lui reproche aussi parfois de ne pas prendre assez de décisions !



■ **Mohammed VI : la difficile synthèse de la tradition et de la modernité.**

Se pose donc la question de l'évolution du régime marocain. La monarchie constitutionnelle est souhaitée par une très large majorité et il faudra donc sortir de l'ambiguïté quant au rôle du roi.

● **Royaliste : Des partis politiques existent. Peuvent-ils favoriser cette évolution ?**

Bernard Cubertaftond : Ce n'est pas sûr ! Les partis politiques marocains peuvent être comparés à de petits clubs ou à des confréries avec un chef qui est une sorte de *pater familias* dirigeant tout à sa guise. Ce sont des partis qui ne cessent de se diviser, si bien qu'ils prolifèrent de façon impressionnante. Au temps de Mohammed V, il y avait l'Istiqlal et le parti qui en avait fait scission, l'Union Nationale des Forces Populaires. Hassan II a créé la confusion en créant, face à l'Istiqlal et à l'Union Socialiste des Forces populaires (scission de l'UNFP), des partis de l'administration. Et c'est ainsi qu'on aboutit à une vie partisane caractérisée par l'émiettement et l'inconsistance.

Autre difficulté : le vote. Jusqu'à présent, les élections étaient truquées, tout le monde le savait. Il y avait un système de quotas, avec des places réservées pour les députés de l'opposition, des partis cocotte-minute comme le Mouvement Démocratique et Social de Mahmoud Archane, créé en quelques jours en 1996 et qui a obtenu trente députés - autant que l'Istiqlal qui a été

puni pour ne pas avoir voulu participer au gouvernement. Et il était décidé, d'entrée de jeu, de confier le pouvoir à l'USFP.

Le roi a dit que les prochaines élections seraient transparentes, mais certaines forces continueront d'être écartées du jeu, notamment le parti islamiste « Justice et Bienfaisance », dont on ne sait pas ce qu'il représente. Il faudra aussi résoudre le problème du mode de scrutin, actuellement majoritaire à un tour, et qui favorise, contrairement à l'Angleterre, l'émiettement que je viens d'évoquer.

Ce sont là des questions importantes mais, à mon sens, c'est le roi lui-même qui est le facteur décisif de l'évolution de la vie politique marocaine. Que veut précisément Mohammed VI ? Est-il capable de faire évoluer le régime politique marocain vers la monarchie constitutionnelle ? Peut-il rapprocher le pouvoir réel (le Makhzen) et le pouvoir apparent (le gouvernement issu des élections) ? A-t-il la volonté de remédier à la pauvreté ? Toutes les réponses sont en suspens.

Propos recueillis par
B. La Richardais

● **Bernard Cubertaftond, La vie politique au Maroc.** L'Harmattan (collection *Pour Comprendre*). 2001 - prix franco : 14 € (92 F).

● **Bernard Cubertaftond, Le système politique marocain.** L'Harmattan, 1997 - prix franco : 14,50 € (95 F).

Desanti

Erreur sur le concept

Nous n'osions pas l'appeler *Touki*, comme ses amis proches. Nous n'avions pas participé à ses combats, ni reçu son enseignement.

Mais nous aimions et respections Jean-Toussaint Desanti, philosophe silencieux, auteur difficile mais qui emmenait dans sa méditation les auditeurs les plus divers car cet homme à la parole rare parlait une langue très précise et belle.

Certains se souviennent de sa conférence sur le Temps, un mercredi soir. Et il avait commémoré avec nous et nos amis le dixième anniversaire de la mort de Maurice Clavel, auquel le liaient quarante années d'amitié (1).

Jean-Toussaint Desanti nous a quittés le 20 janvier. Bertrand Renouvin représentait *Royaliste* lors de la cérémonie funéraire qui eut lieu quelques jours plus tard. En notre nom, il a adressé un dernier adieu au combattant exemplaire de la Résistance et à l'intellectuel militant qui vécut en compagnie de sa femme Dominique les espoirs et les tragédies des communistes à l'époque stalinienne. C'est grâce à elle que nous le retrouverons désormais dans un livre (2) qui raconte avec amour et intelligence leur commune aventure, dans la guerre et les luttes politiques.

Que Dominique Desanti se souviennent, dans sa peine, de nos pensées fidèles et de notre affection.

Régine JUDICIS

(1) Son intervention a été reprise dans le numéro d'hommage à Maurice Clavel de notre revue *Cité*, n° 35 - prix franco : 6,10 € (40 F).

(2) Dominique Desanti, *Ce que le siècle m'a dit*, Plon, 1997 - prix franco : 25 € (165 F).

Sommes-nous de pauvres créatures manipulées, plongées dans un nouvel enfer totalitaire ? Cette analyse terrorisée et terrifiante de la tyrannie des marchés, de la dictature des médias et de l'absolue domination de l'idéologie ultra-libérale fait l'objet d'une critique fondée.

En politique, faire erreur sur le concept utilisé conduit à se tromper de combat. C'est ce qui est en train d'arriver aux milieux les plus influents de l'antimondialisme militant (les dirigeants du *Monde diplomatique* et du mouvement Attac) qui commettent la même erreur que les anticommunistes frénétiques au temps de la guerre froide : pour nous démontrer que le mal est vraiment mauvais et le diable totalement diabolique, ils en viennent à décrire un ennemi tout puissant, omniprésent et d'une intelligence stratégique sidérante. En résulterait une entreprise totalitaire de contrôle des corps et des esprits par les « nouveaux maîtres du monde » domiciliés à la Maison Blanche, au FMI, la Banque mondiale, à TFI et chez Mc Donald.

Cette vision manichéenne a l'avantage de favoriser des mobilisations impressionnantes, mais toujours menacées par la violence sacrificielle. Elle a l'inconvénient de présenter aux citoyens tentés par la révolte et en attente de révolution une vision décourageante de la lutte en cours : ce n'est pas une occupation d'usine en Normandie qui impressionnera le patron de la *Federal Reserve*, ni même un défilé dans les rues de Porto Alegre.

Écrire cela, c'est s'exposer à l'accusation de complicité avec l'ennemi. Critiquer les autorités critiques et combattantes, c'est faire le jeu

de leur adversaire. Jean-Pierre Le Goff, qui attaque nommément les théoriciens du nouveau totalitarisme (Ignacio Romanet) et du « gouvernement invisible » (Pierre Bourdieu) a pris avec courage le risque d'une totale marginalisation puisqu'il a donné maintes analyses implacables de la « barbarie douce » engendrée par la modernité libérale et par les idéologues du management.

Un procès en anti-antimondialisme serait d'autant plus injuste que la thèse défendue par Jean-Pierre Le Goff le place à l'extrême pointe de la lutte contre l'ultra-libéralisme. Son nouveau livre est intellectuellement tonique et politiquement mobilisateur parce qu'il ramène le danger à une plus exacte mesure. Il n'y a pas au sens strict de tyrannie des marchés, mais des tensions complexes et des pulsions contradictoires qui produisent un chaos croissant marqué par des faillites retentissantes et des banqueroutes inouïes. Il n'y a pas d'emprise médiatique sur les esprits, puisque les médias sont sans esprit - une succession d'instantanés (images et verbiage) ne pouvant tenir lieu de pensée. Il n'y a pas de gouvernement mondial, mais des oligarchies composées de gens qui se déclarent impuissants - ce qui ne les empêche pas de décider n'importe quoi, hors de toute vision historique et de tout raisonnement politique.

L'adversaire est fragile, confus, irrésolu, aveugle à la logique mortifère de ses conflits internes : de telles nouvelles ont toujours réjoui les états majors, surtout ceux qui ont des coffres vides et peu de soldats.

Autre heureuse confirmation : en Europe, en Amérique aussi, nous continuons à vivre en démocratie, ce qui nous laisse tout de même de fortes possibilités d'action. Mais il est vrai que les sociétés développées sont en proie à une « modernité » qui évoque, par nombre de ses traits, les systèmes totalitaires. En s'appuyant sur Hannah Arendt et Claude Lefort, deux excellents penseurs du phénomène totalitaire, Jean-Pierre Le Goff dresse la liste des ressemblances. La communication moderne évoque la propagande totalitaire, la thématique de la « transparence » (diffusée par des organismes opaques), le refus de penser au nom d'une totale adéquation au « réel », la mobilisation de l'individu pour le projet entrepreneurial, le brouillage conceptuel, la confusion des statuts, la destruction des symboles et l'indétermination des signes qui caractérisent à la fois les systèmes hitlériens et stalinien et la modernité.

Mais cette modernité, aussi pernicieuse et violente soit-elle, n'est pas totalitaire faute de projet historique, d'idéologie cohérente, de parti unique rassemblé autour d'un chef qui domine la population par la terreur. Nous avons la liberté de faire de la politique, et de la refaire. Profitons-en.

Maria DA SILVA

(1) Jean-Pierre Le Goff, *La démocratie post-totalitaire*, La Découverte, 2002 - prix franco : 15 € (98 F).

A propos de Pierre Bourdieu

La mort de Pierre Bourdieu suscite un surprenant concert dans la presse. Surprenant, parce qu'on s'interroge sur les précédents d'un tel engouement. En a-t-on fait autant pour des penseurs qui avaient au moins son envergure, sinon plus encore ? Je n'ai nulle envie d'être désagréable à l'égard d'un sociologue qui ne fut pas sans mérites et dont l'œuvre devra, ultérieurement, être jugée avec d'autres critères que ceux de la renommée et de l'influence mandarinale. Ceci dit évidemment avec un sourire, puisqu'il est paradoxal d'utiliser contre lui-même les armes dont Bourdieu s'est servi parfois au-delà de toute mesure. Et puis je ferai, sans difficulté, l'aveu que je ne maîtrise pas assez bien son œuvre. J'ai lu quelques-uns de ses livres. Il me souvient avoir commenté ici-même *La domination masculine* qui m'avait intéressé et irrité (1). Mon sentiment est que je ne trouvais pas très à l'aise chez Bourdieu, que j'y respirai assez mal et que les rumeurs qui parvenaient du petit monde des spécialistes de sa discipline ne m'encourageaient guère à réviser mes opinions.

Ce n'est un secret pour personne qu'au sein de la corporation, Pierre Bourdieu avait ses adversaires. Mais il lui arrivait souvent de les distinguer lui-même pour tels. J'ai recherché chez Edgar Morin - qui compte parmi les sociologues que je goûte le plus - l'écho de certaines luttes féroces. Par exemple dans le *Journal de Californie* : « *Mentalement, je les invective, eux les officiels, les bureaucrates, les managers, et les apprentis officiels-bureaucrates-managers de la sociologie, les pires : "Vous accordez beaucoup de temps à vos relations protocolaires, à vos rôles conventionnels, à consolider votre standing, à accroître ou défendre vos pouvoirs, à vos commissions, visites, réunions, fades repas, relations d'intérêt (...)"*. Emporté par l'élan, je dénonce le complot où ils sont tous ligés contre moi (mais non, ils n'y étaient pas tous, au contraire, Aron m'avait prévenu, Touraine me défendait, etc.), je retombe sur Bourdieu (chaque fois que je respire, je lui fais mal, chaque fois que j'ai une idée, il me déteste), et je lui fais la psychanalyse sauvage de sa haine contre moi (alors que je ne suis plus sûr d'être demeuré l'objet principal de son obsession ou de son allergie). » C'est rude, et il y a pire encore, chez Morin, révolté par son contraire absolu.

Le *Monde* est allé rechercher dans les *Mémoires* de Raymond Aron (2) les remarques plutôt acerbes du philosophe-sociologue à l'égard de son jeune collègue, défini comme « un chef de secte, sûr de soi et dominateur, expert aux intrigues universitaires, impitoyable à ceux qui pourraient lui faire ombrage ». Pourtant, j'ai eu le témoignage de quelqu'un qui le connut bien lors de ses jeunes années algériennes et de ses premiers travaux (*Sociologie de l'Algérie*) et qui a gardé le meilleur souvenir du « petit Bourdieu ». L'universitaire, au fur et à mesure de sa

carrière, suscita autant de disciples fervents que d'adversaires furieux et résolus. Raymond Aron, après l'avoir accueilli avec sympathie se heurta à sa raideur idéologique.

Pensait-il à Bourdieu lorsque dans les mêmes *Mémoires* il faisait la critique de la pensée de Durkheim, défini comme le sociologue par excellence : « Soit mais il est aussi le sociologue par excellence ; j'entends par là que son œuvre contient potentiellement toutes les erreurs du sociologisme : l'autorité suprême reconnue à l'interprétation sociologique par rapport à d'autres interprétations, l'usage du concept de société comme si celui-ci désignait une réalité englobante, concrète, nullement délimitée, la confusion, dans ce concept, de la valeur et du réel au point qu'il en vient à dire qu'entre la société et Dieu, objet de la foi religieuse, il ne voit guère de différence. La pensée de Durkheim ne prête pas au doute, une certaine sorte d'étroitesse, de fanatisme non plus. »

Mon malaise à l'égard de Bourdieu trouve dans cette critique son explication. Et la variété des domaines explorés par le sociologue n'adoucit pas l'appréciation, le regard

sociologiste figeant sans cesse la réalité multiple dans son cadre prédéterminé. Sans doute, conviendrait-il d'y voir de plus près, et d'entendre ses partisans affirmant que l'analyste est supérieur aux pièges de sa discipline et qu'en explorant l'espace des possibles il est capable de faire apparaître en art les conditions d'émergence d'une œuvre. Dans ce sens, il conviendrait de relire ses *Méditations pascaliennes* (3). Franchement, ce n'est pas à Pascal que l'auteur de *La Distinction* me convoque a priori. Mais c'était bien à lui qu'il se référait, lorsqu'on voulait à tout prix le ramener à Marx. Laissons à l'homme sa part de mystère.

Et puis reconnaissons qu'il a suscité autour de lui des travaux remarquables auxquels il nous arrive de nous référer dans ce journal. Ses derniers combats ne furent-ils pas en partie les nôtres ? Qu'il se

batte contre une certaine dictature télévisuelle, les méfaits de l'ultra-libéralisme et de la globalisation, Bourdieu pouvait nous toucher, d'autant plus qu'il militait sur le terrain. Un intellectuel qui mouille sa chemise nous sera toujours sympathique. C'est au moins le signe qu'il croit à certaines choses. On dispute de cette posture de combat, que l'on trouve périlleuse parce qu'un peu totalitaire sous la bannière de l'argument d'autorité. Mais j'aurai des reproches plus graves à adresser au penseur, et qui expliquent mon adhésion imparfaite là même où j'aurais pu me découvrir solidaire. Il manque à Bourdieu une boussole anthropologique, capable d'indiquer le nord magnétique en période de détresse des valeurs. La critique des rapports de domination ne suffit pas à indiquer la bonne direction quand la figure humaine est proche de se défaire ou quand le fantasme se met aux commandes pour défier l'intransgressible. Lorsque le sociologue se ralliait aux adversaires de l'ordre symbolique dominant, il ne nous offrait que la domination à proscrire par principe, au moment où il eut fallu se définir sur la pertinence profonde au nom d'un certain ordre symbolique. Il ne suffit pas de mettre en doute l'accord spontané aux régularités formelles de l'ordre établi pour fonder ce qui est légitime.

(1) Pierre Bourdieu, *La Domination masculine*. Seuil, 1998 - prix franco : 13,70 € (90 F). Cf. *Royaliste* n° 718 (14 décembre 1998) « Le féminisme de Bourdieu ».

(2) Raymond Aron, *Mémoires*. Julliard, 1983 - prix franco : 22,50 € (147 F).

(3) Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*. Seuil, 1991 - prix franco : 22 € (144 F).

par Gérard Leclerc



L'écrivain affranchi

Les soleils révolus est le dernier ouvrage en date publié par Gabriel Matzneff. Ce tome du journal intime de l'écrivain couvre les années 1979-1982.

Le rythme de publications de Gabriel Matzneff s'accélère. Est-ce l'urgence d'écrire qui gagne l'écrivain aux prises avec un angoissant écoulement du temps ? Est-ce le fruit d'une facilité plus grande à dérouler la réalisation d'une œuvre que les années de décontamination ont porté à une maturité évidente, n'en rendant le flot que plus abondant et maîtrisé ? Toujours est-il qu'au fil des romans, essais et journaux intimes, l'œuvre devient conséquente. Sa cohérence générale et ses lignes de force s'imposent. Indéniables.

Les soleils révolus replongent instantanément le lecteur dans l'univers paradoxal d'un homme assumant d'être dans un même temps, parisien passionné et nomade impénitent, désireux de vivre pleinement et désespéré de chaque instant, amant parallèle de multiples jeunes maîtresses et amoureux jaloux de chacune comme s'il s'agissait d'un amour unique, dévot d'un syncrétisme sulfureux associant l'orthodoxie à quelque paganisme personnel, célébré sur l'autel d'une recherche permanente des mil plaisirs sensuels offerts par la vie.

Les soleils révolus prolongent l'invitation faite au public, depuis *Cette camisole de flammes*, d'entrer dans cet univers riche et complexe. Les contradictions d'attitude et de pensée qui s'y dévoilent, les tiraillements moraux qui s'y expriment rejoignent souvent ceux du lecteur, de chaque lecteur. Apprécier, savourer, rejeter, juger ou défendre

l'œuvre n'est pas de circonstance. L'œuvre s'offre sans s'imposer.

Les journaux intimes de Gabriel Matzneff sont riches par les multiples aspects d'un univers de charme, de spiritualité ambiguë, de réflexions littéraires et de filiations intellectuelles qu'ils offrent en témoignage et réflexion au lecteur.

Sur ces derniers aspects touchant à la confiance littéraire et aux filiations et engagements intellectuels de l'écrivain, ce tome du journal s'attarde moins. Ces années sont marquées par une vie amoureuse tumultueuse, largement relatée, effaçant quelque peu les autres aspects de l'existence de l'auteur. Un amateur passionné pourra le regretter, mais si telle était la vie de Gabriel Matzneff sur cette période, c'est ainsi qu'elle doit être relatée.

Et si l'auteur se confie peu sur la manière dont son œuvre et sa pensée évoluent durant ces années, c'est peut-être la marque d'une période à l'importance littéraire majeure pour Gabriel Matzneff, période de maturation muette, au cours de laquelle s'est affirmé son affranchissement vis-à-vis de ses chers maîtres, philosophes et écrivains, et le passage à une œuvre plus intime, n'étant plus, avant tout, que la sienne. En ce sens, la publication de *Ivre du vin perdu*, en 1981, fut sûrement la consécration littéraire de cet affranchissement.

Alexandre RENAUD

Gabriel Matzneff - *Les soleils révolus*. Gallimard (coll. L'Infini). 2001 - prix franco : 25,50 € (167 F).

Quand l'ordinaire n'existait plus

Philosophe, romancier, Jean-Paul Dollé donne à sa génération l'occasion de revenir en un temps où l'histoire existait encore, et aux générations postérieures celle de découvrir les figures, les duretés et les tragédies d'une époque qui mérite d'être remémorée sans nostalgie.

Sans nostalgie ? Pourtant, le titre du livre de Jean-Paul Dollé porte cette marque et lui-même a dit, dans un autre texte, qu'il éprouvait de la nostalgie pour les années soixante-huit. Mais c'est alors au sens donné par Vladimir Jankélévitch, celui de l'odyssée qui serait « la forme topographique et symbolique d'un bien plus vaste désir, d'un désir inapaisable, inextinguible que Plotin appelle éphésis, éphèse, ou tout simplement amour ».

Livre d'amour, donc, vers des « années amoureuses » dont notre époque de fer et de misère est étrangement sortie. Jean-Paul Dollé aime ces années parce qu'il aime sa jeunesse. Mais ce qui l'anime et le porte à écrire sur cette fulgurante période, c'est le regret de ne plus être, comme naguère, l'acteur révolutionnaire d'un moment encore inscrit dans la temporalité historique. « Ce temps n'est plus, puisque ce qui a été défait avec la tentative d'inverser le cours du temps et de faire l'histoire, c'est le temps lui-même. Reste le spectacle généralisé » écrivait-il dans un article consacré à Olivier Rolin, autre militant de Mai.

Au fil de ce retour, les anciens retrouveront la figure du Professeur de l'École normale et du Chef d'une organisation maoïste, mais aussi la belle évocation de Paris, la ville redevenue « le royaume des passants » où se tenait un com-

merce qui n'était plus seulement celui de marchandises mais « d'effluves, de sentiments et de gestes amoureux ».

Retour politique et poétique ? Sans doute. Mais aussi pathétique au sens le plus fort du terme. Le Professeur, qui enseigne durement la science marxiste est un homme qui marche au bord de l'abîme et y tombe. Le Chef infailible fait défaut lorsque tout commence et s'effondre. Surprise de l'événement ? Non. Impossibilité de « vouloir la souveraineté pour tous sans risquer d'incarner le désir de souveraineté et de devenir, à son tour, le Souverain ». Impossibilité théorique ? Non, car voici un être détruit par la contradiction. Furieuse époque. On vivait la théorie dans sa chair, mais la théorie meurtrissait les esprits et les corps. On glorifiait le désir, la révolution, le désir de révolution - mais « nous étions incapable de conquérir quoi que ce soit et de prendre la part de bonheur qui revient à chaque homme ». Nous étions « des enfants et des cons dangereux », « névrosés jusqu'à la garde », hantés par des guerres infernales.

Devant sa Béatrice, jeune maîtresse qui l'aide à accoucher de sa vérité, le narrateur devient un homme à la fidélité impitoyable.

Aziz LARHAOU

(1) Jean-Paul Dollé. *L'ordinaire n'existait plus*. Editions Léo Scheer, 2001 - prix franco : 15 € (98 F).

Élection présidentielle

Le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste a rendu public, le 24 janvier, le communiqué suivant :

Dans la fidélité à la tradition capétienne, à la Déclaration des Droits de l'homme, à l'idéal de la Résistance et à l'œuvre du général de Gaulle, la Nouvelle Action royaliste lutte pour les valeurs de liberté et d'égalité, de justice sociale et de progrès telles qu'elles peuvent et doivent être mises en œuvre par l'État pour le bien de la nation française.

C'est selon ces principes, et sans faire de la question du régime un préalable, que la NAR a toujours souhaité le rassemblement des patriotes décidés à sauver la politique, autrement dit la République. C'est dans cet esprit qu'elle a accordé son soutien critique à François Mitterrand, lutté contre le racisme et la xénophobie et défendu les institutions de la V^e République.

Le discours prononcé par Jean-Pierre Chevènement à Vincennes, le 9 septembre dernier, avait donc suscité intérêt et sympathie. Un homme se déclarait candidat à la présidence de la République, avec la volonté d'entreprendre une politique de salut public. Il s'adressait à l'ensemble des citoyens, sans exclusive, et faisait appel à ceux qui avaient partagé les espérances de la gauche ainsi qu'aux gaullistes. Il leur présentait un corps de propositions qui rencontraient sur de nombreux points le projet de la Nouvelle Action royaliste.

Encore fallait-il obtenir des garanties sur la stratégie pour le second tour, sur la participation effective des dirigeants et des militants de la NAR à la campagne et à leur rôle dans le pôle républicain. Ces garanties furent données par un proche de Jean-Pierre Chevènement à la représentante du Comité directeur au cours d'un premier entretien.

Ces assurances incitèrent le Conseil national de la NAR, réuni le 11 novembre 2001, à envisager une participation active à la campagne de Jean-Pierre Chevènement, dès lors que le Comité directeur aurait obtenu des éclaircissements et des précisions du candidat sur certains aspects de son programme.

D'un accord conclu entre les deux parties, il fut convenu que ces questions seraient traitées avant le 19 janvier au cours d'un entretien entre Jean-Pierre Chevènement et Bertrand Renouvin.

Cette rencontre n'a pas eu lieu. Le silence de Jean-Pierre Chevènement équivaut à une fin de non recevoir. La Nouvelle Action royaliste en prend acte. Celui qui prétend être « l'homme de la Nation » ne veut pas reconnaître toute l'histoire de France, ni rassembler toutes les familles démocrates et patriotiques qui constituent aujourd'hui notre nation.

A la suite de cette publication, le secrétariat de Jean-Pierre Chevènement a convié une délégation de la NAR conduite par Bertrand Renouvin à rencontrer le candidat. Cette rencontre aura lieu dans les premiers jours de février.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F - 7,65 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F - 4,60 €).

● Mercredi 6 février : Nous apprécions la Constitution de la V^e République, définie voici longtemps comme une monarchie républicaine par un éminent juriste, et souvent considérée comme une monarchie élective. Mais les institutions gaulliennes ont connu des évolutions qui en font aujourd'hui un ensemble baroque et fragile : les cohabitations successives l'ont transformée en une monarchie aléatoire menacée par l'idéalisation du droit et par les normes européennes. Professeur de droit public à Paris, Jean-Marie DENQUIN a fortement souligné ces difficultés et ces menaces dans un récent essai (cf. *Royaliste* n° 785) publié en un moment

où certains envisagent une 6^e République. « Faut-il changer de Constitution ? » Tel est le thème du débat capital que nous engagerons avec notre invité.

● Mercredi 13 février : Vivons-nous sous l'emprise d'un nouveau totalitarisme qui serait engendré par l'économie de marché et les médias ? Dans la mouvance antimondialiste, beaucoup l'affirment avec de solides arguments. Entre la société moderne et les système nazi ou stalinien, les points communs sont en effet saisissants. Philosophe et sociologue, Jean-Pierre LE GOFF refuse les comparaisons faciles qui alimentent la tendance dominante de la contestation de l'ultra-libéralisme. Après avoir procédé dans ses précédents livres à une critique implacable de Mai 1968 et dénoncé la « barbarie douce » de la modernité, notre invité s'interrogera avec nous sur « La démocratie post-totalitaire » comme projet possible et nécessaire dès lors qu'on lui donne un contenu politique.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F - 7,65 € pour l'année)

BERTRAND RENOUVIN
SYLVIE FERNOY



LE KRACH DE L'EURO

Le livre de Sylvie Fernoy et Bertrand Renouvin est en vente à notre service librairie au prix de 90 F (franco)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'eau tiède et la cendre

Avant que Jacques Chirac ne rentre en campagne, mettons une fois pour toutes les choses au point.

Depuis sept ans, nous avons défendu la fonction présidentielle, et tout particulièrement le privilège de procédure et de juridiction (non la fiction juridique de « l'immunité ») contre les attaques de ceux qui, à travers la personne du chef de l'État, visaient les institutions de la V^e République. Ce qui ne nous a pas empêchés de répéter que, de notre point de vue, le chef de l'État était passible de la Haute Cour pour avoir violé la Constitution.

Ce président indigne tente une nouvelle aventure électorale, en reprenant la technique qui lui avait réussi voici sept ans. Il tiendra en même temps deux discours incompatibles. Il associera à sa campagne des personnages capables, en raison de leur image, de remuer des éléments opposés : l'eau tiède du libéralisme centriste et la cendre gaulliste, l'air du grand large globalisé et les racines du terroir. Jacques Chirac sera d'autant plus libre de s'ébattre qu'il n'aura pas, cette fois, de rival sérieux à détruire : Édouard Balladur et Nicolas Sarkozy seront de la partie, à côté de Philippe Seguin et d'Alain Juppé - deux agents électoraux responsables d'échecs spectaculaires. Qu'importe, puisqu'on suppose que les électeurs n'ont pas de mémoire.

Gueté par la justice, et n'ayant de toutes façons plus rien à perdre, Jacques Chirac fera une campagne acharnée. Il sera - il est déjà - patriote et mondialiste, républicain soucieux de l'autorité de l'État et démocrate promettant le maximum de décentralisation, militariste et

écologiste. Peut-être même ressortira-t-il la « participation » tout en plaidant pour l'absolue liberté patronale.

Même ceux qui aiment bien Jacques Chirac décrivent un homme sans pensée ni conviction - ce qui lui permet de capter toutes celles qui peuvent lui servir. Selon l'habitude pratique, ses scribes copieront chez d'excellents auteurs des morceaux de textes destinés aux



collages et aux moulinades de ses discours de campagne.

Comme en 1995, tant d'impudence risque de nous donner le tournis. D'où la nécessité de prendre d'entrée de jeu quelques repères.

- Jacques Chirac n'a jamais été gaulliste. C'est une créature de l'entourage de Georges Pompidou qui a vieilli sans jamais mûrir, toujours sous la coupe de ses conseillers successifs - le plus pernicious ayant été Édouard Balladur.

- Élu président grâce à un dynamisme démultiplié par l'absence totale de scrupules, cet homme qui n'a compris ni l'État ni la France a entrepris la destruction de la Constitution par la réforme de la durée du mandat présidentiel, consenti à des abandons majeurs de

souveraineté et aliéné aux Américains notre liberté d'action militaire.

- Dans le domaine économique et social, les contradictions de son « programme » se résolvent toujours de la même manière : quoi qu'il arrive, quoi qu'il ait déclaré, refusé et promis, Jacques Chirac est le porte-parole de l'idéologie dominante et le défenseur de ses groupes d'appui. Tout au long de son septennat, il a repris, au mot près, toute la thématique ultralibérale, patronné les agriculteurs de la FNSEA et les dirigeants du Medef. Il continuera de servir les mêmes clientèles.

- Plus généralement, Jacques Chirac a été le complice de Lionel Jospin lorsqu'il s'est agi de faire la guerre sans autorisation du Parlement contre la Yougoslavie et en Afghanistan, de parachever le système euro et d'entrer dans la logique d'une mondialisation placée sous l'hégémonie des États-Unis.

Sans illusions sur le personnage, jamais nous n'avions pensé qu'il serait capable de tels reniements et de tels abandons. Homme sans fidélités, il serait à nouveau capable du pire s'il parvenait à se faire réélire. Le risque est d'autant plus grand que son entourage forme un syndicat de faillis qui ont activement participé à la destruction de l'œuvre du général de Gaulle. Non seulement Alain Juppé et Édouard Balladur, mais aussi Philippe Seguin, qui a consenti au quinquennat, à l'euro et aux guerres américaines et qui tente de réveiller le « gaullisme populaire » qu'il a délaissé depuis des années. Vaille que vaille, le peuple gaulliste a résisté. Comment pourrait-il, lors des prochaines échéances, soutenir en la personne de Jacques Chirac l'aventurier qui a tenté de liquider les héritiers du Général et le magnifique héritage qui appartient désormais à la France et aux Français ?

Bertrand RENOUVIN